

# **Syndicats (France) : Vers une grande grève de l'éducation**

samedi 3 février 2024, par [GREGGAN Raphaël](#) (Date de rédaction antérieure : 1er février 2024).

**Les syndicats de l'éducation (CGT, FO, FSU, SUD, rejoints par SE-UNSA et SGEN-CFDT) appellent à une grève le 1<sup>er</sup> février. Cette grève doit être le point de départ d'une mobilisation d'ampleur pour la défense de l'école publique, pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail et d'étude.**

L'envol de Gabriel Attal vers le fauteuil de Premier ministre, le 9 janvier dernier, a entraîné son remplacement à Grenelle par Amélie Oudéa-Castéra. Depuis, elle a enchaîné gaffes, bévues et boulettes pour devenir l'emblème de la macronie décadente : un gouvernement de classe (le plus riche de la 5<sup>e</sup> République), constitué d'arrivistes et de hors-la-loi, qui défend une vision militaire et réactionnaire de la société.

## **Oudéa : casse-toi !**

La nouvelle ministre ne fait qu'approfondir le sillon ouvert par Blanquer. C'est-à-dire en finir avec l'élévation du niveau de connaissances, d'étude et de diplôme pour toutEs.

Les études scientifiques sur les groupes de niveau (mis en place en collège à la prochaine rentrée) montrent qu'ils ont un effet négatif sur les élèves les plus faibles. Macron et ses épigones défendent une école à deux vitesses, centrée sur les apprentissages fondamentaux (mathématiques et français) au détriment de l'ouverture sur le monde (arts, technologie, culture, qui vont être amputés). Nous devons prendre au sérieux l'injonction au « réarmement idéologique » de Macron. Il s'agit de mettre au pas la jeunesse dangereuse (depuis la mobilisation contre le meurtre de Nahel par la police le 27 juin), en insistant sur l'enseignement civique et le service national universel (SNU). C'est le retour des écoles-casernes.

## **Des moyens, il y en a : à l'école des Castéra !**

Lorsqu'on veut détruire un service public, on le prive de moyens : 2 500 postes d'enseignantEs supprimés dans l'école publique à la prochaine rentrée. Les réformes en cours (notamment en lycée professionnel) masqueront la misère, mais pas pour très longtemps. Ce gouvernement favorise l'enseignement privé, dont le budget (+ 6,7 %) croît plus vite que l'inflation. Nous voulons en finir avec le séparatisme scolaire, dont Oudéa-Castéra est l'emblème. Le NPA revendique la nationalisation immédiate, sans rachat ni compensation, des écoles privées. Nous revendiquons l'augmentation immédiate des salaires et l'amélioration des conditions de travail et d'étude qui permettent à touTEs de progresser (limiter les effectifs des classes ; rénovation du bâti...).

## **Une grève qui doit en appeler d'autres**

La grève du 1<sup>er</sup> février arrive alors que le gouvernement est affaibli, tant par les casseroles de plusieurs ministres que par les mobilisations des agriculteurEs. Nous devons saisir ce moment pour étendre et développer la mobilisation. Déjà, les syndicats de l'éducation du 93 appellent à ne pas

faire la rentrée en février, pour obtenir un plan d'urgence pour leur département. Il faut amplifier cette initiative : que chaque établissement, ville ou département appelle à des assemblées générales pour chiffrer les besoins et discuter des prochaines dates de grève.

**Raphaël Greggan**

---

**P.-S.**

- Hebdo L'Anticapitaliste - 693 (01/02/2024) Publié le Jeudi 1 février 2024 à 12h00 : <https://lanticapitaliste.org/actualite/education/vers-une-grande-greve-de-leducation>